

ΕΦΗΜΕΡΙΣ ΤΗΣ ΚΥΒΕΡΝΗΣΕΩΣ
ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

ΑΘΗΝΑ 18 ΑΠΡΙΛΙΟΥ 1984	ΤΕΥΧΟΣ ΠΡΩΤΟ	ΑΡΙΘΜΟΣ ΦΥΛΛΟΥ 49

ΝΟΜΟΣ ΥΠ' ΑΡΙΘ. 1430

Κύρωση της 62 Διεθνούς Σύμβασης Εργασίας «που αφορά τις διατάξεις ασφάλειας στην οικοδομική βιομηχανία» και ρύθμιση θεμάτων που έχουν άμεση σχέση μ' αυτή.

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ
ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

Κυρούμεν και εκδίδομεν τον κατωτέρω υπό της Βουλής ψηφισθέντα νόμον:

Άρθρο πρώτο.

Κυρώνεται και έχει κατά το άρθρο 28 παράγρ. 1 του Συντάγματος ισχύ νόμου η 62 Διεθνής Σύμβαση Εργασίας που αφορά τις διατάξεις ασφάλειας στην οικοδομική βιομηχανία και ψηφίσθηκε από τη Γενική Συνδιάσκεψη της Διεθνούς Οργάνωσης Εργασίας στην 23η σύνοδό της το 1937. Το κείμενο της σύμβασης στο γαλλικό πρωτότυπο και στην ελληνική του μετάφραση είναι το ακόλουθο:

CONVENTION No 62

Concernant lec prescriptions dc sécurité dans l'industrie du bâtiment.

La Conférence générale de l'Organisation internationale du Travail, Convoquée à Genéve par le Conseil d'administration du Bureau international du Travail, et s'y étant réunie le 3 juin 1937, en sa vingt troisième session.

Estimant que l'industrie du bâtiment présente des risques sérieux d'accidents et que la réduction de ces risques est nécessaire pour des motifs d'ordre humanitaire et économique.

Après avoir décidé d'adopter diverses propositions relatives à des prescriptions de sécurité pour les travailleurs de l'industrie du bâtiment en ce qui concerne les échafaudages et les appareils de levage, question qui constitue le premier point à l'ordre du jour de la session.

Estimant qu'en raison de l'opportunité d'uniformiser les presecriptions minima de securité, sans toutefois imposer des obligations trop rigides d'application générale, la forme la plus appropriée à donner à ces propositions est celle d'une convention internationale accompagnée d'une recommandation comprenant un réglement type de sécurité, adopte, ce vingt-troisième jour de juin mil neuf cent trentesept, la convention ci-après, qui sera dénommée Convention concernant les prescriptions de sécurité (bâtiment), 1937 :

PARTIE I. OBLIGATIONS DES PARTIES A LA CONVENTION

Article I.

I. Tout Membre de l'Organisation internationale du Travail qui ratifie la présente convention s'engage à avoir une législation : α) qui assure l'application des dispositions générales faisant l'objet des parties II à IV de la présente convention ; b) en vertu de laquelle une autorité appropriée a le pouvoir d'edicter des réglements donnant effet, dans le mesure où il est possible et desirable de le faire étant donné les conditions existant dans le pays, à des prescriptions conformes ou équivalentes à celles du réglement type annexé à la recommandation concernant les prescriptions de sécurité (bâtiment), 1937, ou à celles de tout règlement type revisé qui serait recommandé ultérieurement par la Conférence internationale du Travail.

2. Chacun de ces Membres s'engage en outre à faire parvenir tous les trois ans, au Bureau international du Travail, un rapport indiquant dans quelle mesure il a été donné effet aux dispositions du règlement type annexé à la recommandation concernant les prescriptions de sécurité (bâtiment), 1937, ou à tout règlement type revisé qui serait recommandé ultérieurement par la Conférence internationale du Travail.

Article 2.

1. La législation assurant l'application des dispositions générales faisant l'objet des parties II à IV de la présente convention doit s'appliquer à tous travaux effectués, sur chantier concernant la construction, la réparation, la transformation, l'entretien et la démolition de tout type de bâtiment.

2. Ladite législation peut prévoir que l'autorité compétente aura la faculté, aprés consultation des organismes d'empleyeurs et de travailleurs intéressés, s'il en existe, d'accorder des dérogations à toutes ou à certaines parties de ses dispositions sous réserve qu'il s'agisse de travaux normalement exécutés dans des conditions rationnelles de sécurité.

Article 3.

La législation assurant l'application des dispositions générales faisant l'objet des parties II à IV de la présente convention et les réglements pris par l'autorité appropriée pour donner efeet au réglement type annexé à la rec ommandation concernant les prescriptions de sécurité (bâtiment), 1937, doivent :

a) exiger que l'employeur porte cette législation et ces réglements a la connaissance de toutes les personnes intéressées, selon un mode approuvé par l'autorité compétente ;

b) définir les personnes responsables de leur application ;

α) prevoir des pénalités appropriées en cas de violation des obligations imposées.

Article 4.

Tout Membre qui ratifie la présente convention s'engage à avoir, ou à s'assurer qu'il existe, un système d'inspection tel qu'il garantisse une application effective de la législation relative aux dispositions de sécurité dans l'industrie du bâtiment.

Article 5.

1. Lorsque le territoire d'un Membre comprend de vastes régions où en raison du caractère clairsemé de la population ou en raison de l'état de développement économique, l'autorité compétente estime impraticable d'appliquer les dispositions de la présente convention, elle peut exempter lesdites régions de l'application de la convention, soit d'un manière genérale, soit avec les exceptions qu'elle juge appropriées à l'égard de certaines localités ou de certaines genres de constructions.

2. Tout Membre doit indiquer, dans son premier rapport annuel à soumettre sur l'application de la présente convention, en vertu de l'article 22 de la Constitution de l'Organisation internationale du Travail, toute région pour laquelle il se propose d'avoir recours aux dispositions du présent article. Par la suite, aucun Membre ne pourra recourir aux dispositions du présent article, sauf en ce qui concerne les régions qu'il aurait ainsi indiquées.

3. Tout Membre recourant aux dispositions du présent article doit indiquer, dans les rapports annuels ultérieurs, les régions pour lesquelles il renonce au droit de faire appel auxdites dispositions.

Article 6.

Tout Membre qui ratifie la présente convention s' engage à communiquer tous les ans au Bureau international du Travail les renseignements statistiques les plus recents sur le nombre et la classification des accidents survenus aux personnes occupées aux travaux visés par la présente convention.

PARTIE II. DISPOSITIONS GENERALES RELATIVES AUX ECHAFAUDAGES

Article 7.

1. Des échafaudages convenables doivent être prévus pour les ouvriers pour tout travail qui ne peut pas être executé sans danger avec une échelle ou par d' autres moyens.

2. Les échafaudages ne doivent pas être construits, démontés ou sensiblement modifiés, si ce n'est :

a) sous la direction d'une personne compétente responsable ;

b) autant que possible par des ouvriers compétents et habitués à ce genre de travail.

3. Tous les échafaudages, les dispositifs qui s'y rattachent, ainsi que toutes les échelles doivent être :

α) constitués en matériaux de bonne qualité ;

b) de résistance appropriée, compte tenu des charges et des efforts auxquels ils seront soumis ;

c) maintenus en bon état.

4. Les échafaudages doivent être construits de manière à empêcher, en cas d'usage normal, le déplacement d'une quelconque de leurs parties.

5. Les échafaudages ne doivent pas être surchargés et les charges doivent être réparties aussi uniformément que possible.

6. Avant d'installer des appareils de levage sur des échafaudages, des précautions spéciales doivent être prises pour assurer la résistance et la stabilité de ces échafaudages.

7. Les échafaudages doivent être inspectés périodiuement par une personne compétente.

q 8. L'employeur doit s'assurer, avant d'autoriser l' usage par ses ouvriers d'un échafaudage construit ou non par ses soins, que cet échafaudage répond pleiuement aux exigences du présent article.

Article 8.

1. Les plates-formes de travail, les passerelles et les escaliers doivent être:

a) construits de manière qu'aucune deleurs parties ne puisse subir une flexion exagérée ou inégale ;

b) construits et entretenus de manière à réduire autant que possible, compte tenu des conditions existantes, les risques de trébuchements ou de glissements de personnes;

c) être maintenus libres de tout encombrement inutile.

2. Dans le cas de plates-formes de travail, de passerelles, d'emplacements de travail et d'escaliers d'une hauteur excédant une limite à fixer par la legislation nationale :

a) toute plate-forme de travail et toute passerelle doivent avoir un plancher jointif, sauf dans le cas ou d'autres dispositions appropriées sont prises pour assurer la sécurité;

b) toute plate-forme de travail et toute passerelle doivent avoir une largeur suffisante;

c) toute plate-forme de travail, toute passerelle, tout emplacement de travail et tout escalier doivent être convenablement clôturés.

Article 9

1. Toute ouverture pratiquée dans un plancher de bâtiment ou dans une plate-forme de travail doit, sauf aux moments et dans la mesure nécessaires pour permettre l'accès des personnes, le transport ou le déplacement des matériaux, être munie de dispositifs convenables pour éviter la chute de personnes ou d' cbjets.

2. Lorsque des personnes doivent être employées sur un toit présentant des dangers le chute de personnes ou de matériaux d'une hauteur supérieure à celle à déterminer par la législation nationale, des précautions convenables doivent être prises pour éviter la ohute de personnes ou de matériaux.

3. Des précautions convenables doivent être prises pour empêcher les personnes d'être atteintes par des objets qui pourraient tomber des échafaudages ou autres lieux de travai.

Article 10

1. Des moyens d'accès sûrs doivent être prévus pour toutes les plates-formes et tous les autres emplacements de travail.

2. Toute échelle doit être solidement fixée et d'une longueur suffisante pour offrir, dans doutes les positions dans les quelles elle est utilisée, un appui sûr aux mains et aux pieds

3. Tous lieux où sont éxécutés des travaux, ainsi que leur accès, doivent être convenablement éclairés.

4. Des précautions appropriées doivent être prises pour prévenir les dangers dus aux installations électriques.

5. Les matériaux se trouvant sur le chantier ne seront ni empilés ni d sposés d'une manière pouvant mettre des personnes en danger.

PARTIE III.
DISPOSITIONS GENERALES RELATIVES AUX APPAREILS DE LEVAGE

Article 11

1. Les appareils et les dispositifs de levage, y compris leurs fixations, ancrages et supports, doivent :

a) être d'une bonne construction mécanique, établis avec des matériaux de bonne qualité, de résistance appropriée et exempts de défauts manifestes;

b) être tenus en bon état et en bon ordre de marche.

2. Tout câble utilisé pour le levage ou la descente de matériaux ou comme moyen de suspension doit être de bonne qualité, suffisamment résistant et exempt de défauts manifestes.

Article 12

1. Les appareils et dispositifs de levage doivent être examinés et dûment essayés, après leur montage sur le chantier et avant leur utilisation, et réexaminés sur leur emplacement de fonctionnement à des intervalles à prescrire par la législation nationale.

2. Toute chaîne, tout anneau, crochet, boucle, émerillon et palan utilisépour le levage ou la descente de matériaux ou comme moyen de suspension doit être vérifié périodiquement.

Article 13

1. Tout conducteur de grue ou d'autres engins de levage doit être dument qualifié.

2. Aucune personne ne doit être préposée à la manoeuvre des appareils de levage, y compris les trouils d'échafaudage, ou donner des signaux au conducteur, à moins d'avoir atteint un âge qui sera prescrit par la législation nationale.

Article 14

1. En ce qui concerne tout appareil de levage et toute chaîne, tout anneau, crochet, boucle, émerillon et palan utilisés pour le levage ou la descente ou comme moyen de suspension, la charge utile admissible doit être déterminée par des moyens appropriés.

2. Tout appareil de levage et tout engin mentionnés au paragraphe précédent doivent porter, visiblement marquée, leur charge utile admissible.

3. Dans le cas d'un appareil de levage dont la charge utile admissible est variable, chaque charge utile et les conditions dans lesquelles elle est admise doivent être clairement indiquées.

4. Aucune partie d'un appareil de levage ou d'un des engins mentionnés au paragraphe 1 du présent article ne doit être chargée au-delà de la charge utile admissible, sauf pour des essais.

Article 15

1. Les moteurs, engrenages, transmissions, conducteurs électriques et autres parties dangereuses des ap-

pareils de levage doivent être munis de dispositifs de protection efficaces.

2. Les appareils de levage doivent être pourvus de moyens propres â réduire au minimum le risque de descente accidentelle des charges.

3. Des précautions appropriées doivent âtre prises pour réduire au minimum le risque de déplacement accidentel d'une partie quelconque d'une charge suspendue.

PARTIE IV. DISPOSITIONS GENERALES RELATIVES A L'EQUIPEMENT DE PROTECTION ET AUX PREMIERS SECOURS

Article 16

1. Tout l'équipement de protection personnelle nécessaire doit être à la disposition du personnel employé sur le chantier et être toujours en état d'utilisation immédiate.

2. Les travailleurs sont tenus d'utiliser l'equipement ainsi mis à leur disposition et les employeurs doivent veiller à ce que cet équipement soit judicieusement utilisé par les intéressés.

Article 17

Lorsque des travaux sont effectués à proximité de tout lieu où il y a risque de noyade, tout l'équipement nécessaire doit être prévu et aisement accessible et toutes les mesures doivent être prises en vue du sauvetage rapide de toute personne en danger.

Article 18

Des mesures appropriées doivent être prises pour donner rapidement les premiers secours à toute personne blaissée au cours du travail.

PARTIE V. DISPOSITIONS FINALES

Article 19

Les ratifications officielles de la présente convention seront communiquées au Directeur général du Bureau international du Travail et par lui enregistrées.

Article 20

1. La présente convention ne liera que les Membres de l'Organisation internationale du Travail dont la ratification aura été enregistrée par le Directeur général.

2. Elle entrera en vigueur douze mois après que les ratifications de deux Membres auront été enregistrées par le Directeur général.

3. Par la suite, cette convention entrera en vigueur pour chaque Membre douze mois après la date où sa ratification aura été enregistrée.

Article 21

Aussitôt que les ratifications de deux Membres de l'Organisation internationale du Travail auront été enregistrées, le Directeur général du Bureau international du Travail notifiera ce fait à tous les Membres de l'Organisation internationale du Travail. Il leur notifiera également l'enregistrement des ratifications qui lui seront ultérieurement communiquées par tous autres Membres de l'Organisation.

Article 22

1. Tout Membre ayant ratifié la présente convention peut la denoncer à l'expiration d'une période de dix années après la date de la mise en vigueur initiale de la convention, par un acte communiqué au Directeur général du Bureau international au Travail et par lui enregistré.

La dénonciation ne prendra effet qu'une année après avoir été enregistrée.

2. Tout Membre ayant ratifié la présente convention qui, dans le délai d'une année après l'expiration de la période de dix années mentionnée au paragraphe précédent, ne fera pas usage de la faculté de dénonciation prévue par le présent article sera lié pour une nouvelle période de dix années et par la suite, pourra dénoncer la présente convention à l'expiration de chaque période de dix années dans les conditions prévues au présent article.

Article 23

Chaque fois qu'il le jugera nécessaire, le Conseil d'administration du Bureau international du Travail présentera à la Conférence générale un rapport sur l' application de la présente convention et examinera s'il y a lieu d' inscrire à l'ordre du jour de la Conférence la question de sa revision totale ou partielle.

Article 24

1. Au cas où la Conférence adopterait une nouvelle convention portant revision totale ou partielle de la présente convention et à moins que la nouvelle convention ne dispose autrement :

a) la ratification par un Membre de la nouvelle convention portant revision entraînerait de plein droit, nonobstant l'article 22 ci-dessus, dénonciation immédiate de la présente convention, sous réserve que la nouvelle convention portant revision soit entrée en vigueur:

b) à partir de la date de l'entrée en vigueur de la nouvelle convention portant revision, la présente convention cesserait d'être ouverte à la ratification de Membres.

2. La présente convention demeurerait en tout cas en vigueur dans sa forme et teneur pour les Membres qui l'auraient ratifiée et qui ne ratifieraient pas la convention portant revision.

Article 25

Les textes français et anglais de la présente convention feront foi l'un et l'autre.

ΔΙΕΘΝΗΣ ΣΥΜΒΑΣΗ αριθ. 62

«Που αφορά τις διατάξεις ασφάλειας στην οικοδομική βιομηχανία».

Η Γενική Συνδιάσκεψη της Διεθνούς Οργάνωσης Εργασίας, που συγκλήθηκε από το Διοικητικό Συμβούλιο του Διεθνούς Γραφείου Εργασίας στην Γενεύη και συνήλθε εκεί στις 3 Ιουνίου 1937 στην εικοστή τρίτη σύνοδό της.

Αφού έκρινε ότι η οικοδομική βιομηχανία παρουσιάζει σοβαρούς κινδύνους ατυχημάτων κι ότι οι κίνδυνοι αυτοί για λόγους ανθρωπιστικούς και οικονομικούς είναι απαραίτητο να περιορισθούν.

Αφού αποφάσισε να δεχθεί διάφορες προτάσεις σχετικές με τις διατάξεις ασφάλειας για τους εργαζομένους στην οικοδομική βιομηχανία, που αφορούν τα ικριώματα και τα ανυψωτικά μηχανήματα, ζήτημα που αποτελεί το πρώτο θέμα στην ημερήσια διάταξη της συνόδου.

Αφού έκρινε ότι, για λόγους σκοπιμότητας οι διατάξεις, που καθορίζουν τα ελάχιστα όρια ασφάλειας, πρέπει να γίνουν ομοιόμορφες χωρίς πάντα να επιβάλλουν πολύ αυστηρές υποχρεώσεις γενικής εφαρμογής και η πιο κατάλληλη μορφή, που πρέπει να δοθεί σ' αυτές τις προτάσεις, είναι η διεθνής σύμβαση, την οποία θα συνοδεύει μία σύσταση που θα περιέχει έναν πρότυπο κανονισμό ασφάλειας.

Δέχεται σήμερα, 23 Ιουνίου 1937, την παρακάτω σύμβαση που θα ονομάζεται «Σύμβαση που αφορά τις διατάξεις ασφάλειας» (οικοδομές) 1937.

ΜΕΡΟΣ Ι

ΥΠΟΧΡΕΩΣΕΙΣ ΓΙΑ ΤΑ ΣΥΜΒΑΛΛΟΜΕΝΑ ΜΕΡΗ

Άρθρο 1.

1. Κάθε Μέλος της Διεθνούς Οργάνωσης Εργασίας, που κυρώνει αυτή τη σύμβαση, υποχρεώνεται να έχει νομοθεσία :

α) που να εξασφαλίζει την εφαρμογή των γενικών διατάξεων, που αποτελούν το αντικείμενο των μερών ΙΙ έως IV αυτής της σύμβασης.

β) που με βάση αυτή τη νομοθεσία μια αρμόδια αρχή έχει την εξουσία να εκδίδει κανονισμούς, με τους οποίους θα δίνεται ισχύς, μέχρι του σημείου που είναι δυνατό και επιθυμητό έχοντας υπόψη τις συνθήκες που υπάρχουν στη χώρα, σε διατάξεις σύμφωνες ή αντίστοιχες μ' εκείνες του πρότυπου κανονισμού, που συνοδεύει τη σύσταση για τις διατάξεις ασφάλειας (οικοδομές) του έτους 1937 ή οποιουδήποτε άλλου αναθεωρητικού πρότυπου κανονισμού, που θα ήταν δυνατό να γίνει δεκτός αργότερα από τη Διεθνή Συνδιάσκεψη Εργασίας.

2. Καθένα από αυτά τα Μέλη υποχρεώνεται, επίσης, κάθε τρία χρόνια να στέλνει στο Διεθνές Γραφείο Εργασίας μία Έκθεση, με την οποία θα προσδιορίζεται μέχρι ποίου σημείου έχουν ισχύσει οι διατάξεις του πρότυπου κανονισμού, που συνοδεύει τη σύσταση για τις διατάξεις ασφάλειας (οικοδομές) του έτους 1937 ή οποιουδήποτε άλλου αναθεωρητικού πρότυπου κανονισμού, που θα ήταν δυνατό να γίνει δεκτός αργότερα από τη Διεθνή Συνδιάσκεψη Εργασίας.

Άρθρο 2.

1. Η νομοθεσία, που θα εξασφαλίζει την εφαρμογή των γενικών διατάξεων, που αποτελούν το αντικείμενο των μερών ΙΙ έως IV αυτής της σύμβασης, πρέπει να εφαρμόζεται σε οποιαδήποτε εργασία, που εκτελείται σε εργοτάξια και έχει σχέση με την ανέγερση, μετατροπή, συντήρηση ή κατεδάφιση οικοδομής οποιουδήποτε τύπου.

2. Η πιο πάνω νομοθεσία είναι δυνατό να προβλέπει ότι η αρμόδια αρχή μπορεί, αφού πάρει τη γνώμη των ενδιαφερόμενων οργανώσεων εργοδοτών και εργαζομένων, εάν υπάρχουν, να επιτρέπει εξαιρέσεις, σ' όλες τις διατάξεις της ή σ' ορισμένα μέρη απ' αυτές, με την επιφύλαξη ότι πρόκειται για εργασίες που εκτελούνται κανονικά με ορθολογικές συνθήκες ασφάλειας.

Άρθρο 3.

Η νομοθεσία που εξασφαλίζει την εφαρμογή των γενικών διατάξεων, που αποτελούν το αντικείμενο των μερών ΙΙ έως IV αυτής της σύμβασης και οι κανονισμοί, που εκδίδονται από την αρμόδια αρχή προκειμένου να δοθεί ισχύς στον πρότυπο κανονισμό, που συνοδεύει τη σύσταση για τις διατάξεις ασφάλειας (οικοδομές) του 1937, πρέπει :

α) Να απαιτούν από τον εργοδότη να γνωστοποιεί τη νομοθεσία και τους κανονισμούς αυτούς σ' όλα τα πρόσωπα, που ενδιαφέρονται, με τον τρόπο που εγκρίνει η αρμόδια αρχή.

β) Να ορίζουν τα υπεύθυνα πρόσωπα για την εφαρμογή τους.

γ) Να προβλέπουν κατάλληλες ποινές σε περίπτωση παράβασης των υποχρεώσεων που έχουν επιβληθεί.

Άρθρο 4.

Κάθε Μέλος, που κυρώνει αυτή τη σύμβαση, υποχρεώνεται να έχει ή να βεβαιώνει ότι υπάρχει ένα σύστημα επιθεώρησης, που να εξασφαλίζει αποτελεσματικά την εφαρμογή της νομοθεσίας της σχετικής με τις διατάξεις ασφάλειας στην οικοδομική βιομηχανία.

Άρθρο 5.

1. Όταν το έδαφος ενός Μέλους περιλαμβάνει εκτεταμένες περιοχές όπου, εξ αιτίας του ότι είναι αραιοκατοικημένες ή εξ αιτίας της κατάστασης της οικονομικής ανάπτυξής τους, η αρμόδια αρχή κρίνει ότι πρακτικά είναι αδύνατο να εφαρμοσθούν οι διατάξεις αυτής της σύμβασης, τότε μπορεί να εξαιρεί τις πιο πάνω περιοχές από την εφαρμογή της σύμβασης ή γενικά ή με εξαιρέσεις που θα τις κρίνει κατάλληλες για ορισμένους τόπους ή ορισμένα είδη κατασκευών.

2. Κάθε Μέλος πρέπει στην πρώτη ετήσια έκθεση, που θα στείλει για την εφαρμογή αυτής της σύμβασης, σύμφωνα με το άρθρο 22 του Καταστατικού Χάρτη της Διεθνούς Οργάνωσης Εργασίας, να προσδιορίζει κάθε περιοχή για την οποία σκοπεύει να προσφύγει στις διατάξεις αυτού του άρθρου.

Σε συνέχεια, κανένα Μέλος δεν θα μπορεί να προσφεύγει στις διατάξεις αυτού του άρθρου παρά μόνο όταν πρόκειται για περιοχές, που θα τις έχει προσδιορίσει με τον πιο πάνω τρόπο.

3. Κάθε Μέλος, που προσφεύγει στις διατάξεις αυτού του άρθρου, πρέπει να προσδιορίζει στις εκθέσεις, που θα στέλνει κατόπιν κάθε χρόνο, τις περιοχές για τις οποίες παραιτείται από το δικαίωμα να καταφεύγει στις πιο πάνω διατάξεις.

Άρθρο 6.

Κάθε Μέλος, που κυρώνει αυτή τη σύμβαση, υποχρεώνεται να στέλνει κάθε χρόνο στο Διεθνές Γραφείο Εργασίας τις πιο τελευταίες στατιστικές πληροφορίες του, σχετικά με τον αριθμό και την κατάταξη των ατυχημάτων, που έχουν συμβεί σε πρόσωπα που απασχολούνται στις εργασίες που προβλέπει αυτή η σύμβαση.

ΜΕΡΟΣ ΙΙ

ΓΕΝΙΚΕΣ ΔΙΑΤΑΞΕΙΣ ΓΙΑ ΤΑ ΙΚΡΙΩΜΑΤΑ

Άρθρο 7.

1. Πρέπει να προβλέπονται για τους εργάτες κατάλληλα ικριώματα για οποιαδήποτε εργασία, που δεν μπορεί να γίνει χωρίς κίνδυνο με τη βοήθεια κλίμακας ή με άλλα μέσα.

2. Τα ικριώματα πρέπει να μην κατασκευάζονται, λύνονται ή τροποποιούνται σημαντικά, εκτός αν αυτό γίνεται :

α) Κάτω από τη διεύθυνση ενός προσώπου, που θα είναι αρμόδιο και υπεύθυνο.

β) Όσο το δυνατόν από εργάτες ειδικευμένους και εξασκημένους σ' αυτό το είδος της εργασίας.

3. Όλα τα ικριώματα και τα μηχανικά μέσα που συνδέονται μ' αυτά, καθώς και όλες οι κλίμακες πρέπει :

α) Να κατασκευάζονται από υλικά καλής ποιότητας.

β) Έχοντας υπόψη τα φορτία και τις δυνάμεις, στις οποίες θα υποβληθούν, να έχουν την κατάλληλη αντοχή.

γ) Να διατηρούνται σε καλή κατάσταση.

4. Τα ικριώματα πρέπει να κατασκευάζονται με τέτοιο τρόπο, ώστε να εμποδίζεται, σε περίπτωση που χρησιμοποιούνται κανονικά, η μετατόπιση οποιουδήποτε τμήματός τους.

5. Τα ικριώματα πρέπει να μην παραφορτώνονται και τα βάρη πρέπει να μοιράζονται όσο το δυνατό πιο ομοιόμορφα.

6. Πριν εγκατασταθούν ανυψωτικά μηχανήματα στα ικριώματα, πρέπει να παίρνονται ειδικές προφυλάξεις, ώστε αυτά να αντέχουν και να είναι σταθερά.

7. Τα ικριώματα πρέπει να επιθεωρούνται τακτικά και από αρμόδιο πρόσωπο.

8. Ο εργοδότης προτού επιτρέψει στους εργάτες του να χρησιμοποιήσουν ικρίωμα, που κατασκευάστηκε ή όχι με τις φροντίδες του, πρέπει να βεβαιώνεται ότι το πιο πάνω ικρίωμα ανταποκρίνεται ολοκληρωτικά στις απαιτήσεις αυτού του άρθρου.

Άρθρο 8.

1. Τα δάπεδα εργασίας, οι διαβάσεις και οι κλίμακες πρέπει :

α) Να κατασκευάζονται κατά τέτοιο τρόπο, ώστε κανένα από τα μέρη τους να μην μπορεί να καμφθεί υπερβολικά ή άνισα.

β) Έχοντας υπόψη τις συνθήκες που υπάρχουν, να κατασκευάζονται και να διατηρούνται κατά τέτοιο τρόπο, ώστε να κινδυνεύουν, όσο το δυνατόν λιγότερο, τα πρόσωπα να σκοντάψουν ή να γλιστρήσουν.

γ) Να διατηρούνται ελεύθερα από κάθε άχρηστο εμπόδιο.

2. Στην περίπτωση που τα δάπεδα εργασίας, οι διαβάσεις, οι τόποι εργασίας και οι κλίμακες έχουν ύψος μεγαλύτερο από το όριο που προσδιορίζεται από την εθνική νομοθεσία :

α) Κάθε δάπεδο εργασίας και κάθε διάδρομος πρέπει να έχει ένα συνδετικό δάπεδο, εκτός από την περίπτωση κατά την οποία έχουν προβλεφθεί άλλα κατάλληλα μέτρα που θα παρέχουν ασφάλεια.

β) Κάθε δάπεδο εργασίας και κάθε διάβαση, κάθε χώρος εργασίας καθώς και κάθε κλίμακα πρέπει να είναι κατάλληλα περιφραγμένα.

Άρθρο 9.

1. Κάθε άνοιγμα σε δάπεδο οικοδομής ή σε δάπεδο εργασίας, εκτός απ' αυτά, που ανάλογα με την περίπτωση και το βαθμό ανάγκης, κρίνονται απαραίτητα για να επιτρέπουν την είσοδο προσώπων και τη μεταφορά ή τη μετατόπιση υλικών, πρέπει να είναι εξοπλισμένα με τα κατάλληλα μέσα ασφάλειας, ώστε να αποφεύγεται η πτώση προσώπων ή υλικών.

2. Οσάκις πρέπει να χρησιμοποιηθούν πρόσωπα πάνω σε μια στέγη, από την οποία υπάρχουν κίνδυνοι να πέσουν πρόσωπα ή πράγματα και από ύψος μεγαλύτερο απ' αυτό που προσδιορίζει η εθνική νομοθεσία, πρέπει να παίρνονται οι ανάλογες προφυλάξεις για να αποφεύγεται η πτώση προσώπων ή υλικών.

3. Πρέπει να παίρνονται οι κατάλληλες προφυλάξεις, ώστε τα αντικείμενα που θα ήταν δυνατό να πέσουν από τα ικριώματα ή απ' άλλους τόπους εργασίας, να μην υπάρχει κίνδυνος να κτυπήσουν πρόσωπα.

Άρθρο 10.

1. Πρέπει να προβλέπονται ασφαλή μέσα για την είσοδο και έξοδο σ' όλα τα δάπεδα και σ' όλους τους άλλους τόπους εργασίας.

2. Κάθε κλίμακα πρέπει να είναι σταθερά στερεωμένη και σ' ένα ύψος ικανοποιητικό, ώστε να προσφέρει σ' οποιαδήποτε θέση κι αν χρησιμοποιηθεί ένα στήριγμα σίγουρο για τα χέρια και τα πόδια.

3. Όλοι οι χώροι, στους οποίους εκτελούνται εργασίες, καθώς και η είσοδος ή η έξοδός τους πρέπει να φωτίζονται κατάλληλα.

4. Πρέπει να παίρνονται οι κατάλληλες προφυλάξεις, ώστε να προλαβαίνεται κάθε κίνδυνος που οφείλεται σε ηλεκτρικές εγκαταστάσεις.

5. Τα υλικά που βρίσκονται στο εργοτάξιο πρέπει να μην είναι ούτε στοιβαγμένα ούτε τοποθετημένα κατά τέτοιο τρόπο, που θα ήταν δυνατό να βάλει σε κίνδυνο πρόσωπα.

ΜΕΡΟΣ ΙΙΙ

ΓΕΝΙΚΕΣ ΔΙΑΤΑΞΕΙΣ ΣΧΕΤΙΚΕΣ ΜΕ ΤΑ ΑΝΥΨΩΤΙΚΑ ΜΗΧΑΝΗΜΑΤΑ

Άρθρο 11.

1. Τα ανυψωτικά μηχανήματα και οι συσκευές μαζί με τις στηρίξεις, αγκυρώσεις και τα υποστηρίγματά τους πρέπει :

α) Να έχουν καλή μηχανική κατασκευή, να αποτελούνται από υλικά καλής ποιότητας με την κατάλληλη αντοχή και να μην έχουν φανερά ελαττώματα.

β) Να διατηρούνται σε καλή κατάσταση και να λειτουργούν καλά.

2. Κάθε καλώδιο, που χρησιμοποιείται για την άνοδο ή την κάθοδο των υλικών ή σα μέσο ανάρτησής τους, πρέπει να είναι καλής ποιότητας, να αντέχει αρκετά και να μην έχει φανερά ελαττώματα.

Άρθρο 12.

1. Τα ανυψωτικά μηχανήματα και οι συσκευές πρέπει να εξετάζονται και να δοκιμάζονται με τον κατάλληλο τρόπο μετά από την τοποθέτησή τους στο εργοτάξιο και πριν χρησιμοποιηθούν, επίσης να ξαναεξετάζονται επί τόπου κατά τα χρονικά διαστήματα που θα προσδιορίζονται από την εθνική νομοθεσία.

2. Οι αλυσίδες, δακτύλιοι, άγκυρες γενικά, κρίκοι, άγκιστρα και πολύσπαστα που θα χρησιμοποιηθούν για την άνοδο ή την κάθοδο των υλικών ή σα μέσα ανάρτησης τούτων πρέπει να ελέγχονται κατά διαστήματα.

Άρθρο 13.

1. Κάθε οδηγός γερανού ή άλλων ανυψωτικών μηχανημάτων πρέπει να είναι κατάλληλα ειδικευμένος.

2. Κανείς δεν μπορεί να χειρίζεται ανυψωτική συσκευή καθώς και τα βαρούλκα ικριώματα ή να δίνει σήματα στον οδηγό, εάν δεν έχει συμπληρώσει την ηλικία που ορίζει η εθνική νομοθεσία.

Άρθρο 14.

1. Για κάθε ανυψωτική συσκευή, καθώς και για κάθε αλυσσίδα, δακτύλιο, άγκυρα, κρίκο, άγκιστρο και πολύσπαστο, που χρησιμοποιείται για την άνοδο ή την κάθοδο φορτίων ή σα μέσο ανάρτησης τούτων, το επιτρεπόμενο ωφέλιμο φορτίο πρέπει να καθορίζεται με τα κατάλληλα μέσα.

2. Πάνω σε κάθε ανυψωτική συσκευή και σε κάθε μηχάνημα απ' αυτά που αναφέρονται στην προηγούμενη παράγραφο, πρέπει να προσδιορίζεται καθαρά το μεγαλύτερο επιτρεπόμενο ωφέλιμο φορτίο.

3. Στην περίπτωση ανυψωτικής συσκευής, που το επιτρεπόμενο ωφέλιμο φορτίο της είναι μεταβλητό, πρέπει να προσδιορίζεται καθαρά κάθε ωφέλιμο φορτίο και κάτω από ποιές συνθήκες μπορεί τούτο να ανυψωθεί.

4. Απαγορεύεται να φορτώνεται μέρος ανυψωτικής συσκευής ή μηχανήματος απ' αυτά που αναφέρονται στην παρ. 1 του άρθρου, εκτός αν αυτό γίνεται κατά τη διάρκεια δοκιμών.

Άρθρο 15.

1. Κινητήρες, οδοντωτοί τροχοί, στοιχεία που μεταδίνουν κίνηση, ηλεκτρικοί αγωγοί και άλλα επικίνδυνα τμήματα των ανυψωτικών μηχανημάτων πρέπει να είναι εφοδιασμένα με αποτελεσματικά προστατευτικά μέσα.

2. Οι ανυψωτικές μηχανές πρέπει να εφοδιάζονται και με μέσα που να μπορούν να περιορίζουν στο ελάχιστο τον κίνδυνο, εάν έχουμε μια τυχαία πτώση των φορτίων.

3. Πρέπει να παίρνονται οι κατάλληλες προφυλάξεις, ώστε να μειώνεται στο ελάχιστο ο κίνδυνος να μετατοπισθεί τυχαία οποιοδήποτε μέρος ενός ανηρτημένου φορτίου.

ΜΕΡΟΣ IV

ΓΕΝΙΚΕΣ ΔΙΑΤΑΞΕΙΣ ΓΙΑ ΤΟΝ ΠΡΟΣΤΑΤΕΥΤΙΚΟ ΕΞΟΠΛΙΣΜΟ ΚΑΙ ΤΙΣ ΠΡΩΤΕΣ ΒΟΗΘΕΙΕΣ.

Άρθρο 16.

1. Όλος ο απαραίτητος εξοπλισμός για την ατομική προστασία πρέπει να βρίσκεται στη διάθεση του προσωπικού, που εργάζεται στο εργοτάξιο και να είναι πάντοτε σε κατάσταση που να μπορεί να χρησιμοποιηθεί αμέσως.

2. Οι εργαζόμενοι είναι υποχρεωμένοι να χρησιμοποιούν τον εξοπλισμό που βρίσκεται στη διάθεσή τους και οι εργοδότες πρέπει να φροντίζουν ώστε οι ενδιαφερόμενοι να χρησιμοποιούν αυτόν τον εξοπλισμό με φρόνηση.

Άρθρο 17.

Κάθε φορά που εκτελούνται εργασίες κοντά σε οποιοδήποτε τόπο, όπου υπάρχει κίνδυνος πνιγμού, πρέπει να προβλέπεται και να είναι προσιτός όλος ο απαραίτητος εξοπλισμός, επίσης πρέπει να παίρνονται όλα τα απαραίτητα μέτρα για να είναι εύκολο να σωθεί γρήγορα κάθε πρόσωπο που θα βρεθεί σε κίνδυνο.

'Αρθρο 18.

Πρέπει να παίρνονται τα κατάλληλα μέτρα για να δοθούν γρήγορα οι πρώτες βοήθειες σε κάθε πρόσωπο που θα τραυματισθεί κατά τη διάρκεια της εργασίας.

ΜΕΡΟΣ V

ΤΕΛΙΚΕΣ ΔΙΑΤΑΞΕΙΣ

'Αρθρο 19.

Οι επίσημες κυρώσεις αυτής της σύμβασης κοινοποιούνται στο Γενικό Διευθυντή του Διεθνούς Γραφείου Εργασίας και αυτός τις καταχωρεί.

'Αρθρο 20.

1. Αυτή η σύμβαση δεν δεσμεύει παρά μόνο εκείνα τα Μέλη της Διεθνούς Οργάνωσης Εργασίας, των οποίων ο Γενικός Διευθυντής έχει καταχωρήσει την κύρωση.
2. Θα αρχίσει να ισχύει δώδεκα μήνες μετά από την ημερομηνία κατά την οποία ο Γενικός Διευθυντής καταχώρησε τις κυρώσεις δύο Μελών.
3. Σε συνέχεια, αυτή η σύμβαση θα αρχίσει να ισχύει για κάθε Μέλος δώδεκα μήνες μετά από την ημερομηνία κατά την οποία καταχωρήθηκε η κύρωσή του.

'Αρθρο 21.

Αμέσως μόλις καταχωρηθούν οι κυρώσεις δύο Μελών της Διεθνούς Οργάνωσης Εργασίας, ο Γενικός Διευθυντής του Διεθνούς Γραφείου Εργασίας γνωστοποιεί το γεγονός σε όλα τα Μέλη της Διεθνούς Οργάνωσης Εργασίας. Επίσης γνωστοποιεί την καταχώρηση των κυρώσεων, που θα του ανακοινωθούν αργότερα από άλλα Μέλη της Οργάνωσης.

'Αρθρο 22.

1. Κάθε Μέλος, που κυρώνει αυτή τη σύμβαση, μπορεί να την καταγγείλει, αφού περάσουν δέκα χρόνια από την ημερομηνία που άρχισε να ισχύει, με μια πράξη, που θα την ανακοινώσει στο Γενικό Διευθυντή του Διεθνούς Γραφείου Εργασίας και αυτός θα την καταχωρήσει. Η καταγγελία θα αρχίσει να ισχύει μετά από ένα χρόνο από την καταχώρησή της.
2. Κάθε Μέλος που έχει επικυρώσει αυτή τη σύμβαση και στο διάστημα ενός χρόνου μετά τη λήξη της δεκαετίας, που αναφέρεται στην προηγούμενη παράγραφο, δεν χρησιμοποιεί τη δυνατότητα καταγγελίας την οποία προβλέπει αυτό το άρθρο, δεσμεύεται για μια καινούργια δεκαετία και επομένως θα μπορεί να καταγγέλλει αυτή τη σύμβαση στο τέλος κάθε δεκαετίας και με τους όρους που προβλέπει αυτό το άρθρο.

'Αρθρο 23.

Το Διοικητικό Συμβούλιο του Διεθνούς Γραφείου Εργασίας, κάθε φορά που θα το κρίνει απαραίτητο, θα παρουσιάζει στη Γενική Συνδιάσκεψη μια έκθεση για την εφαρμογή αυτής της σύμβασης και θα εξετάζει εάν υπάρχει λόγος να γραφεί στην ημερήσια διάταξη της Συνδιάσκεψης θέμα για την ολική ή μερική αναθεώρησή της.

'Αρθρο 24.

Στην περίπτωση όπου η Συνδιάσκεψη αποδεχθεί μια νέα σύμβαση που θα προβλέπει την ολική ή μερική αναθεώρηση αυτής της σύμβασης και εφόσον η νέα σύμβαση δεν ορίζει διαφορετικά :

α) Η κύρωση από ένα Μέλος της νέας αναθεωρητικής σύμβασης προκαλεί αυτοδικαίως, παρά τις διατάξεις του άρθρου 22, την άμεση καταγγελία της παρούσας σύμβασης, με την επιφύλαξη ότι θα έχει αρχίσει να ισχύει η νέα αναθεωρητική της σύμβαση.

β) Από την ημερομηνία, που θα αρχίσει να ισχύει η νέα αναθεωρητική σύμβαση, τα Μέλη δεν θα έχουν τη δυνατότητα να κυρώνουν την παρούσα σύμβαση.

2. Η σύμβαση αυτή θα εξακολουθεί να ισχύει όμως, με τη σημερινή της μορφή και περιεχόμενο για τα Μέλη εκείνα που θα την έχουν κυρώσει και δεν θα θέλουν να κυρώσουν τη νέα αναθεωρητική της σύμβαση.

'Αρθρο 25.

Το γαλλικό και το αγγλικό κείμενο αυτής της σύμβασης είναι το ίδιο αυθεντικά.

'Αρθρο δεύτερο.

1. Με Π. Δ/τα που εκδίδονται με πρόταση του Υπουργού Εργασίας, ύστερα από γνωμοδότηση του Ανώτατου Συμβουλίου Εργασίας, θεσπίζονται, με σύμπραξη και του συναρμόδιου στη περίπτωση Υπουργού, διατάξεις :

α) που περιλαμβάνουν λεπτομέρειες για την εφαρμογή των γενικών διατάξεων των μερών II εως IV της Δ.Σύμβασης που κυρώνεται με τον νόμο αυτόν.

β) Σύμφωνες ή ισοδύναμες με τις διατάξεις του πρότυπου κανονισμού που αναφέρεται στην περ. β της παραγρ. 1 του άρθρου 1 της Δ. Σύμβασης.

2. Με τα Π. Δ/τα της παραγρ. 1 ή άλλα όμοια Π. Δ/τα προσδιορίζονται οι περιπτώσεις για τις οποίες απαιτείται σύνταξη μελέτης μέτρων ασφάλειας, ο φορέας που θα επιφορτισθεί με τον έλεγχο και την έγκρισή της και κάθε άλλη αναγκαία λεπτομέρεια.

'Αρθρο τρίτο.

Ο εργοδότης είναι υποχρεωμένος :

α) Να λαμβάνει όλα τα αναγκαία μέτρα για να προλαμβάνει τα ατυχήματα, ιδιαίτερα δε να μη χρησιμοποιεί άτομα ελαττωμένης ακοής ή όρασης ή άτομα που πάσχουν από ιλίγγους σε επικίνδυνες εργασίες.

β) Να αναθέτει την εκτέλεση εργασιών στα κατάλληλα από άποψη εμπειρίας ή και ειδίκευσης άτομα ανάλογα με το είδος και τη φύση των εργασιών.

γ) Να παρέχει πληροφορίες στην Επιθεώρηση Εργασίας για την ανάληψη οικοδομικών εργασιών και να καταθέτει τη μελέτη μέτρων ασφαλείας στις περιπτώσεις που απαιτείται τέτοια μελέτη.

δ) Να εξασφαλίζει συνεχή εποπτεία για την εφαρμογή των διατάξεων υγιεινής και ασφαλείας των εργαζομένων στην οικοδομική βιομηχανία.

ε) Να γνωστοποιεί σ' αυτούς που εργάζονται στην επιχείρησή του τη νομοθεσία που αναφέρεται στην οικοδομική βιομηχανία.

'Αρθρο τέταρτο.

Ο έλεγχος της εφαρμογής των διατάξεων της Δ. Σύμβασης που κυρώνεται με αυτόν το νόμο και των Π.Δ/των ή κανονισμών που εκδίδονται για την εκτέλεσή του, καθώς και αυτών που έχουν εκδοθεί και αναφέρονται στην ασφάλεια των εργαζομένων στην οικοδομική βιομηχανία ενεργείται από τα αρμόδια όργανα της Επιθεώρησης Εργασίας.

'Αρθρο πέμπτο.

Αυτοί που παραβαίνουν τις διατάξεις του νόμου αυτού, των Π. Δ/των που εκδίδονται για την εκτέλεσή του, καθώς και αυτών που έχουν εκδοθεί με την εξουσιοδότηση του άρθρου 6 του Β. Δ/τος της 25.8.20 «περί κωδικοποιήσεως των περί υγιεινής και ασφαλείας των εργατών διατάξεων» και αφορούν στην ασφάλεια των εργαζομένων στην οικοδομική βιομηχανία τιμωρούνται, αν από άλλη διάταξη δεν προβλέπεται βαρύτερη ποινή, με φυλάκιση μέχρι έξη μήνες και με χρηματική ποινή.

'Αρθρο έκτο.

Η ισχύς του νόμου αυτού αρχίζει από τη δημοσίευσή του στην Εφημερίδα της Κυβερνήσεως.

Παραγγέλλομεν να δημοσιευθή στην Εφημερίδα της Κυβερνήσεως το κείμενο του παρόντος και να εκτελεσθή ως νόμος του Κράτους.

Αθήνα, 12 Απριλίου 1984

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ Γ. ΚΑΡΑΜΑΝΛΗΣ

ΟΙ ΥΠΟΥΡΓΟΙ

ΕΞΩΤΕΡΙΚΩΝ
ΙΩΑΝ. ΧΑΡΑΛΑΜΠΟΠΟΥΛΟΣ

ΕΘΝΙΚΗΣ ΟΙΚΟΝΟΜΙΑΣ
ΓΕΡΑΣΙΜΟΣ ΑΡΣΕΝΗΣ

ΔΗΜΟΣΙΩΝ ΕΡΓΩΝ
ΑΠ. ΑΘ. ΤΣΟΧΑΤΖΟΠΟΥΛΟΣ

ΔΙΚΑΙΟΣΥΝΗΣ
ΓΕΩΡΓ. - ΑΛΕΞ. ΜΑΓΚΑΚΗΣ

ΕΡΓΑΣΙΑΣ
ΕΥΑΓΓΕΛΟΣ ΓΙΑΝΝΟΠΟΥΛΟΣ

Θεωρήθηκε και τέθηκε η Μεγάλη Σφραγίδα του Κράτους.

Αθήνα, 12 Απριλίου 1984

Ο ΕΠΙ ΤΗΣ ΔΙΚΑΙΟΣΥΝΗΣ ΥΠΟΥΡΓΟΣ

ΓΕΩΡΓΙΟΣ - ΑΛΕΞΑΝΔΡΟΣ ΜΑΓΚΑΚΗΣ

ΑΠΟ ΤΟ ΕΘΝΙΚΟ ΤΥΠΟΓΡΑΦΕΙΟ